

# Évaluation et approbation du plan sectoriel pour l'Éducation composante Enseignement Primaire

## **Pays : São Tomé et Príncipe**

### **Commentaires Généraux :**

La Stratégie Sectorielle du pays pour l'Éducation et la Formation, exprimée dans les documents qui régissent la politique éducative nationale<sup>1</sup>, envisage de manière compréhensive et rigoureuse, toutes les actions qui doivent être mises en oeuvre pour accomplir les objectifs du millénaire pour une éducation universelle et de qualité, avec un accent particulier sur le respect de l'objectif fondamental d'accès universel à l'éducation primaire pour tous, comme signe de défi qui n'a pas encore été atteint dans sa totalité.

### **Réalisations :**

Le respect des objectifs d'une scolarisation primaire universelle, est mis en oeuvre avec succès, passant d'un taux net de scolarisation de 77,6% pour l'année scolaire 2001/2002 à 83,1% pour la dernière année scolaire 2005/2006. Les résultats obtenus à partir de l'effort réalisé pour élargir l'offre éducative au niveau de l'enseignement primaire, résultent en un indicateur probant sur l'efficacité et une application juste des investissements effectués dans le secteur.

### **Préoccupations :**

1. formation et qualification professionnelle du personnel enseignant insuffisantes à différents niveaux d'enseignement du pays.
2. taux élevés d'échec et d'abandon et baisse du taux de réussite, configurent un niveau d'enseignement primaire qui, bien que le taux d'accès et de couverture pour la population en âge scolaire ne fait qu'évoluer, ne parvient pas à diminuer les taux bas d'efficacité qui aujourd'hui le caractérisent.
3. offre éducative inadaptée au niveau préscolaire.

### **Conclusions :**

---

<sup>1</sup> Plan Stratégique pour l'Education et la Formation 2002 - 2012 et le Plan National d'Action Education pour Tous (PNA – EPT) 2002 - 2015

Les ressources pour couvrir les besoins d'une éducation primaire de six niveaux sont garantis en termes de quantité mais non en qualité, il faut donc faire un effort d'« organisation » du système éducatif qui consiste à :

1. Élargir l'offre du niveau préscolaire, comme une stratégie pour faire progresser la préparation des enfants avant leur entrée en cycle primaire. Cette condition contribuera à diminuer les taux élevés d'échec des premières années d'enseignement.
2. Former les éducateurs de l'enseignement préscolaire sur la base des contenus curriculaires qui sont en cours d'élaboration pour ce niveau d'enseignement.
3. Former les enseignants pour l'enseignement de base des six classes.
4. Etablir des modèles de rémunérations pour le personnel enseignant de l'enseignement élémentaire qui envisagent des stimulations basées sur l'évaluation du revenu, des résultats et des performances.
5. Élaborer un texte législatif et une stratégie nationale de communication qui garantissent que, à partir de l'année scolaire 2008-2009, l'âge légal d'admission à la première classe de l'éducation primaire soit fixé à 6 ans.

# **A - COMMENTAIRES GÉNÉRAUX SUR L'ÉVALUATION DU PAYS**

## **1. Introduction :**

São Tomé et Príncipe a élaboré son plan décennal de l'Éducation pour la période 2007/2017 sous forme d'une stratégie de l'Éducation et de la Formation qui a été l'objet de plusieurs consultations et révisions et qui reflète les consensus entre les différents acteurs nationaux et les partenaires internationaux ainsi que les politiques et les priorités à atteindre en cette période.

Pour définir les politiques, en se référant au contexte de la Stratégie de réduction de la Pauvreté afférente à l'Éducation, on a cherché à établir une certaine articulation et cohérence entre la Stratégie de l'Éducation et de la Formation et les objectifs du Plan National d'Action de l'Éducation pour Tous, les objectifs du Développement du Millénaire (ODM) et les priorités du Gouvernement contenues dans les Grandes Options du Plan (GOP).

Le Gouvernement a approuvé, en Conseil des Ministres du 14/05/2007, le texte sur la Stratégie de l'Éducation et de la Formation. Ce dernier sera prochainement envoyé à l'Assemblée Nationale pour approbation.

La Stratégie de l'Éducation et de la Formation et le Plan National d'Action de l'EPT sont considérés comme des instruments fondamentaux de planification et de mobilisation de ressources externes et internes par le Ministère de l'Éducation et de la Culture qui au long des deux dernières années, a réalisé plusieurs révisions et réajustements avec l'objectif de les rendre crédibles et accompagnateurs de stratégies d'orientation pour garantir de manière effective l'universalisation de l'accès et l'équité à la scolarité de base, l'amélioration de la qualité et l'efficacité de l'enseignement et le renforcement des capacités institutionnelles du secteur éducatif.

Pour garantir une bonne universalisation de la scolarité de base à tous les enfants en âge scolaire, STP a décidé de faire appel à l'IMOA (Fast Track Initiative) comme partenaire mondial des bailleurs des pays de faibles revenus et qui a pour objet d'accélérer le progrès en vue d'atteindre des objectifs du Millénaire et en soutenant techniquement et financièrement les pays qui ne disposent pas de capacités nécessaires pour la mise en place de leurs programmes d'Éducation Nationale, comme c'est le cas de STP.

C'est dans ce cadre que STP s'organise pour réunir les conditions nécessaires pour son adhésion. En ce moment le pays dispose :

- D'une Stratégie nationale de Réduction de la Pauvreté;
- D'une Stratégie de l'Éducation et de Formation;
- D'un Plan National d'Action de l'EPT;

- D'un document présentant les grandes lignes du plan de l'Éducation pour la période 2004/2007;

Pour une meilleure coordination, harmonisation et un meilleur alignement des interventions autour des objectifs à atteindre pour le développement de l'Éducation le pays a choisi le PNUD, comme chef de file pour la conduite de tout le processus d'évaluation et l'analyse/appréciation des documents directeurs afin d'adhérer à l'Initiative Fast-Track. Le PNUD a aussi comme responsabilité d'assurer la liaison entre le Ministère de l'Éducation et de la Culture, les autres organismes publics et le Secrétariat de l'Initiative.

Dans ce contexte, le Gouvernement, le PNUD et la Banque Mondiale ont mis en place un groupe de travail qui conduira le processus d'évaluation technique du cadre stratégique de développement de l'Éducation.

Le cadre stratégique est un mécanisme de planification à moyen et long terme qui contient des stratégies sous sectorielles pour plusieurs niveaux et domaines d'intervention, ainsi que des plans d'actions détaillés pour une période de 5 ans (2007/2012).

Malgré son ampleur, la stratégie de l'éducation et de la Formation doit donner priorité à l'enseignement primaire et à la petite enfance dans un consensus pour le processus de l'évaluation technique.

Le processus d'évaluation technique est basé sur le cadre indicatif de l'initiative développée par le Secrétariat de l'IMOA et a pour objet :

- 1 Apprécier la qualité et la crédibilité des orientations et des programmes d'actions élaborés par le Ministère à la lumière des défis du contexte socio-économique et politique dans lequel ils se développeront;
- 2 Evaluer la cohérence entre les objectifs du développement socio-économique du pays présentés dans le document de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté et les objectifs de l'EPT que STP a souscrit comme les objectifs du cadre d'action de Dakar ainsi que les objectifs de développement du Millénaire.

Pour STP cette évaluation vise aussi à contribuer au renforcement et à la pertinence du contexte d'action défini pour le développement stratégique de l'Éducation mais surtout vise à soutenir les efforts pour la mobilisation de ressources supplémentaires en parrainant son éligibilité à l'Initiative Fast-Track.

## **2. Processus d'Évaluation**

L'IMOA étant une initiative mondiale qui préconise l'utilisation d'un cadre commun pour la révision des plans du pays, le Groupe de Travail et le PNUD, en tant qu'agence de coordination locale, ont utilisé essentiellement le guide d'évaluation et le cadre indicatif de l'IMOA comme des instruments de travail.

A partir de ces référentiels, le Groupe a organisé l'évaluation technique dans 6 grands domaines d'appréciation :

- 2.1 Le processus de consultation des partenaires-clés, des décideurs de l'Éducation dans la conception d'un cadre de priorités et de politiques nationales de l'Éducation;
- 2.2 La qualité et la fiabilité de la Stratégie et des mesures d'actions prioritaires pour attaquer les problèmes-clés qui empêchent le progrès en vue de la réalisation de l'EPT ;
- 2.3 Les Stratégies spécifiques pour aborder les problèmes prioritaires tels que l'équité (égalité entre les sexes, accès à l'Éducation des couches les plus défavorisées, l'Éducation pour la Santé, la Nutrition, la prévention du HIV/SIDA, la promotion des enfants vulnérables et des enfants ayant des besoins éducatifs spécifiques), la qualité (questions d'efficacité interne et externe, qualité et pertinence des apprentissages, égalité des chances) et le renforcement de la participation de la société civile;
- 2.4 La crédibilité des projections financières et leurs pertinences concernant les réalités économiques présentes ou prévisibles, des objectifs établis et des évolutions des besoins généraux, des capacités d'absorption du pays;
- 2.5 Le niveau d'appropriation des objectifs et les questions de capacités de gestion et de pilotage de la stratégie;
- 2.6 Mécanismes de suivi et d'évaluation.

## **B. ÉVALUATION TECHNIQUE**

### **1. Processus de consultation des partenaires et décideurs de l'Éducation**

Les réunions entre les différents partenaires et les autorités gouvernementales, ont permis d'établir des accords sur les actions que le pays devra développer durant les trois prochaines années. A ce titre, afin d'améliorer les conditions qui garantissent une éducation universelle et de qualité, il est important de donner un caractère prioritaire aux programmes suivants :

- programmes destinés à élargir l'offre de services pour la première enfance (éducation élémentaire) afin d'améliorer les conditions d'accès à l'éducation primaire (1<sup>ère</sup> à la 6<sup>ème</sup> classe).
- Mise en place d'un large programme de formation, de qualification et de mise à niveau des éducateurs et de la formation des formateurs préscolaire et primaire pour les 6 classes.
- Approfondir les actions destinées à garantir une offre éducative de qualité pour les enfants ayant des besoins éducatifs spéciaux.
- Étude et élaboration de stratégies qui permettent de substituer, de manière graduelle, l'actuel modèle de gestion et de financement, des études supérieures à l'étranger.

- renforcement des capacités institutionnelles du Ministère de l'Éducation , de la Culture, de la Jeunesse et du Sport qui lui permette d'avoir les conditions nécessaires pour absorber les aides techniques et financières provenant de la coopération internationale.

### **1.1. Inquiétudes de la coopération et engagements à respecter**

Malgré les bons résultats observés dans la réalisation de certains objectifs en ce qui concerne l'accès et la couverture à l'enseignement primaire, la bonne qualité et la méthodologie de travail utilisées, tant pour la procédure d'élaboration que de mise à jour et de validation des documents qui guident le développement du système éducatif de São Tomé, les membres de la coopération internationale, désirent s'entendre avec le gouvernement national et, en particulier avec le MECJD, sur l'engagement du pays pour accomplir, à court terme, le développement des actions suivantes :

- 1.1.1 Il faudra approfondir les actions de fortification institutionnelle du MECJD dans les secteurs de l'administration et de planification éducative, moyennant l'incorporation de technologies informatiques de gestion et de l'application de méthodologies de micro planification et de la fortification des processus de collecte, de la consistance et de la production des statistiques éducatives.
- 1.1.2 Renforcement des capacités institutionnelles du MECJD pour le contrôle, le suivi et l'évaluation de la gestion financière des différents projets et activités du secteur.
- 1.1.3 Application de stratégies qui permettent de rendre obligatoire l'accès à l'éducation primaire (âge légal fixé à 6 ans), de diminuer les niveaux élevés d'échecs (proches de 30% dans les premières classes), et d'améliorer les niveaux de fin d'études (à l'heure actuelle de 42%)
- 1.1.4 Développement, approbation et mise en place d'un statut d'enseignant et mise en place d'une stratégie guidée pour stimuler, aussi bien l'accès, la progression que le maintien des enseignants et des éducateurs dans le système éducatif.
- 1.1.5 Élaboration d'un plan opérationnel pour les trois prochaines années, qui considère de manière détaillée les indicateurs de contrôle et de suivi des projets prioritaires pour soutenir les objectifs fixés par le programme d'éducation primaire universelle.
- 1.1.6 Études et établissement de stratégies qui permettent de substituer, de forme graduelle, l'actuel modèle de gestion et de financement, des études supérieures à l'étranger.

## **1.2 Engagement de la coopération internationale dans l'éducation du pays**

- 1.2.1 les représentants de la coopération internationale s'engagent à participer, auprès du MECJD, dans les tâches de suivi, de contrôle et d'évaluation de l'exécution des différentes activités du plan de développement éducatif national, moyennant la constitution d'un Conseil consultatif permanent, intégré par des représentants des différentes agences et des fonctionnaires désignés par le gouvernement national.
- 1.2.2 La coopération internationale s'engage à soutenir le gouvernement de STP dans ses efforts pour atteindre les objectifs du millénaire pour une éducation universelle et de qualité, en harmonie avec les urgences éducatives du pays, moyennant des stratégies et des mécanismes d'aide plus effectifs et intégrés et qui garantissent une coordination des aides de manière à produire des synergies qui permettent de faire une utilisation efficace des fonds et de l'aide technique reçus ainsi que d'éviter des superpositions et des duplications des efforts.

## **2. La qualité et la fiabilité de la Stratégie et des mesures d'actions prioritaires**

### **2.1. Forces de la politique éducative du pays**

- 2.1.1 Aussi bien l'élaboration initiale (année 2002) que la mise à jour et la validation des documents qui régissent la politique éducative nationale (EPT-PNA et Stratégie pour l'Éducation et la Formation) ont été développés sur la base d'une méthodologie participative, en harmonisation avec la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, qui a impliqué dans le processus d'élaboration tous les secteurs semblables qui participent dans le développement de l'éducation du pays.
- 2.1.2 La dernière révision et validation des documents qui régissent la politique éducative nationale a eu lieu les 7 et 8 novembre 2006, son objectif ayant été la révision et la mise à jour des priorités pour permettre l'adhésion de São Tomé et Príncipe à l'Initiative Accélérée d'Éducation pour Tous (FTI).
- 2.1.3 On remarque dans les deux documents que l'identification des actions prioritaires ainsi que les objectifs quantitatifs et qualitatifs exprimés pour l'accomplissement de l'enseignement primaire et universel, s'ajustent aux attentes établies dans les lignes internationales de réduction de la pauvreté et d'éducation pour tous.

- 2.1.4 Les plans élaborés par le gouvernement, envisagent de manière suffisante les stratégies nécessaires pour garantir un accès équitable et universel à l'éducation primaire à tous les enfants en âge d'être scolarisés.
- 2.1.5 Bien que ce ne soit pas l'intention d'inclure dans ce résumé une référence détaillée sur certaines actions du plan global du gouvernement pour le secteur éducatif, il est intéressant de noter qu'une mention spéciale est donnée dans toutes les composantes du plan, au développement des actions qu'il faudrait mettre en place pour garantir l'accès aux secteurs les plus défavorisés à une offre éducative.
- 2.1.6 Les programmes de développement pour le secteur éducatif qui sont en cours montrent une vision intégrale qui n'est pas seulement centralisée, concernant l'élargissement de l'offre, mais aussi dans un souci d'amélioration de la qualité éducative.
- 2.1.7 Les actions de renforcement des capacités institutionnelles, soutenues par le projet PASS, liées à la redéfinition du modèle et des structures de gestion du MECJD et avec l'élaboration de la « Carta Escolar », permettront de compter avec de nouveaux outils de gestion pour améliorer la capacité d'absorption des aides ainsi que de la prise de décisions en matière de nouveaux investissements.

## **2.2 Les principales menaces auxquelles doivent faire face le secteur pour atteindre ses objectifs à court et moyen termes.**

- 2.2.1 Articulation et harmonisation des politiques du gouvernement et des aides internationales à partir d'objectifs clairs, concrets et bien structurés qui permettent d'établir une coordination effective de tous les financements reçus.
- 2.2.2 Difficulté pour coordonner et établir un programme articulé entre le gouvernement et la coopération internationale, qui permet de répondre aux urgences immédiates sans reporter le développement de ces activités de faible impact à court terme, mais qui sont indispensables pour atteindre les grands objectifs établis dans les plans stratégiques du secteur éducatif national.
- 2.2.3 Le Ministère de l'Éducation, de la Culture, de la Jeunesse et du Sport, ainsi que d'autres institutions de l'État, se caractérisent par une faible structure institutionnelle qui rend difficile la gestion des services à sa charge et qui explique certaines des raisons pour lesquelles d'importants investissements faits dans le secteur n'ont pas donné tous les fruits escomptés.

- 2.2.4 Les fonctions de contrôle administratif et d'aide pédagogique aux écoles, sont aujourd'hui, quasi inexistantes. Il faut définir et développer un modèle de contrôle pédagogique et administratif pour chaque niveau d'enseignement.
- 2.2.5 offre éducative inadéquate au niveau préscolaire. La gestion de l'éducation préscolaire est conditionnée par une organisation précaire de son offre éducative, caractérisée par une faible formation des éducateurs, par la détérioration des installations physiques, par l'absence de matériel didactique et par une offre de services insuffisante.
- 2.2.6 Actuellement, le taux brut de scolarisation, chez les 5/6 ans est de 66,96% et le taux net est de 18,32%. La différence entre le taux net et le taux brut, indique que le taux hors âge est de 48,64%. En d'autres termes, 48,6 % des enfants qui fréquentent l'école élémentaire ont un âge inférieur à l'âge fixé pour ce niveau d'enseignement.
- 2.2.7 La situation de l'offre éducative du niveau préscolaire, reflète bien le tableau suivant. La colonne « Déficit », indique la quantité de « places » qu'il faudrait remplir pour pouvoir couvrir toute l'exigence en éducation préscolaire de la population des 5 ans et 6 ans. Ceci demande une mise en place d'un travail d'organisation de l'offre éducative (utilisation de la capacité installée pour offrir des services à la population des 5 ans et 6 ans)

**Tableau N° 1 : Élèves en préscolaire par District Année 2005-2006**

	Élèves des maternelles (1)	Population 5 et 6 ans (2)	Déficit (2) - (1) (3)	Déficit en %t (3)/(2) * 100
<b>Agua Grande</b>	2480	3056	576	18.8%
<b>Cantagalo</b>	199	913	714	78.2%
<b>Lobata</b>	155	982	827	84.2%
<b>Caue</b>	120	360	240	66.6%
<b>Lembá</b>	259	781	522	66.8%
<b>Me-Zochi</b>	256	2179	1923	88.2%
<b>Principe</b>	115	364	249	68.4%
<b>TOTAL</b>	<b>3586</b>	<b>8632</b>	<b>5051</b>	<b>58.5%</b>

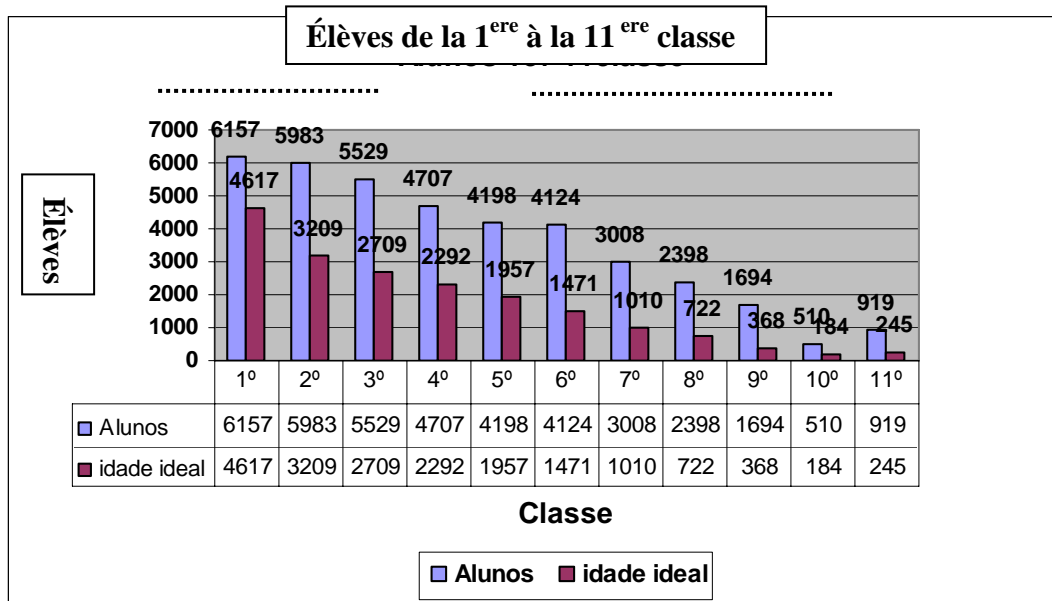
Source : Élaboration à partir de la base de données de Statistiques Éducatives du MCEJD - Année 2005-2006- Données sur la Population (projections Recensement 2001) INE

- 2.2.8 Taux d'échecs et d'abandon élevés et baisse du taux de réussite, configurent un niveau d'enseignement primaire qui, bien qu'il évolue en ce qui concerne l'accès et la couverture de la population en âge scolaire, ne réussit pas à améliorer la situation des niveaux bas d'efficacité qui aujourd'hui le caractérisent.

2.2.9 Les taux d'échec dépassent les 30% en première classe et on remarque que les élèves qui échouent le plus sont ceux qui n'ont pas eu accès à l'éducation préscolaire et qui entrent en 1<sup>ère</sup> classe avec moins de 6 ans.

Le graphique suivant permet de remarquer le taux d'abandon élevé des élèves durant leur scolarité et la perte de ressources dû aux taux élevés d'échec.

**Graphique N° 1 :Élèves par classe et élèves âgé de 2005-2006**



Source : Statistiques MECJD Année 2004-2005

2.2.10 On observe une formation et une qualification professionnelle insuffisante du personnel enseignant aux différents niveaux d'enseignement du Pays. À l'heure actuelle, 62,4% des éducateurs de l'enseignement préscolaire, 61,2% des enseignants du primaire et 73% des enseignants du secondaire, n'ont pas de formation appropriée. Cette situation est d'autant plus inquiétante qu'il est vérifié que dans tous les niveaux d'enseignement, 100% des enseignants les plus jeunes (moins de 24 ans) n'ont pas de formation.

2.2.11 Les absences d'une formation pédagogique d'une grande partie des enseignants de l'Enseignement primaire, la démotivation et l'absence d'opportunités de développement professionnel associés à l'inexistence d'une carrière enseignante et les faibles rémunérations ont contribué significativement à une qualité moyenne de l'Enseignement primaire. La reconquête du professionnalisme enseignant à travers la hausse du niveau de prestation et l'amélioration de la performance constituent un des grands défis pour l'amélioration de la qualité du système éducatif. C'est dans ce

contexte que le Gouvernement doit concevoir et devra mettre en place un plan de formation continue ciblée sur l'amélioration de l'enseignement, la valorisation et la promotion d'une carrière des éducateurs et des enseignants de l'enseignement primaire.

### **3. Les Stratégies spécifiques pour aborder les problèmes prioritaires et transversaux du système éducatif.**

#### **3.1 Actions réalisées**

3.1.1 Avec l'aide du FNUAP, du PAM, de l'UNICEF et de l'ONG Institut Valle Flor le Gouvernement réalise les actions suivantes :

- Intégration dans le curriculum vitae scolaire de sujets transversaux en matière de population, de santé reproductive et de vie familiale;
  - Formation d'enseignants en matière de population, de santé reproductive et de vie familiale;
  - Promotion du déparasitage chez les enfants dans les écoles;
  - Distribution de repas chauds, promotion de la cantine et du potager scolaire;

3.1.2 La dégradation de l'état de santé et de nutrition chez les enfants conséquence des difficultés économiques du pays a eu des répercussions considérables sur l'efficacité du système éducatif.

3.1.3 Le besoin de définir une politique de santé scolaire et d'adopter une stratégie basée sur un système de santé intégré, d'hygiène et de nutrition scolaire pourront contribuer à la promotion de la santé et de la nutrition chez les enfants.

3.1.4 Suite aux recommandations du Forum de Dakar, São Tomé et Príncipe s'est aussi engagé dans la lutte contre le HIV/SIDA qui est devenu l'une des priorités de ses stratégies et de ses actions complémentaires, ayant ainsi adopté une politique nationale et un plan stratégique national de lutte contre le HIV/SIDA dont les objectifs visent :

- Réduire le risque d'infection, diminuer la vulnérabilité à l'infection et diminuer l'impact de l'épidémie ;

3.1.5 Les principales actions de ce Plan stratégique, outre le renforcement de la surveillance épidémiologique qui s'inscrit dans un plaidoyer pour le changement de comportements, incluent des activités de l'IEC et la promotion de comportements sexuels sûrs, ainsi que l'aide aux personnes et aux familles infectées, en particulier les enfants orphelins et les plus vulnérables;

## 4. La crédibilité des projections financières

### 4.1 Aspects généraux du budget du secteur éducatif.

4.1.1 Le budget de l'éducation ne cesse de croître, sa part dans le PIB est passée de 2,2% en 2000 à 6,43% en 2006. Concernant les dépenses courantes totales du gouvernement, on remarque une ferme décision politique de maintenir aux alentours de 25% les dépenses courantes du secteur éducatif. (Tableau 2).

4.1.2 La disposition permanente de renforcer la politique éducative nationale, moyennant les décisions d'investissement en dépenses non courantes (nouvelles écoles, salles de cours, équipements didactiques et distribution de matériels d'étude) à travers l'exécution de programmes avec un financement externe et d'une planification en consensus sur les besoins du secteur, pris en charge par la communauté de bailleurs et les autres secteurs du gouvernement, sont des éléments qui permettent d'avoir confiance dans les possibilités du pays à avancer dans l'accomplissement des objectifs d'une éducation primaire universelle et de qualité.

Tableau 2 : Principaux indicateurs de financement 2000-2006

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
<b>PIB (millions de Dobras)</b>	369.533	547.800	491.000	550.500	632.500	758.100	792.215
<b>PIB (millions d'USD\$)</b>	46.6	60.74	53.4	58.22	66.58	68.92	66.02
<b>PIB par habitant (USD\$)</b>	315	437	378	407	456	514	493
<b>Dépenses courantes de l'État (hors dette)</b>	55.429	93.126	98.200	132.120	145.475	151.620	198.053
<b>pourcentage des Dépenses Courantes de l'État dans la totalité du PIB</b>	15%	17%	20%	24%	23%	20%	25%
<b>Dépenses totales de l'Éducation (millions de Dobras)</b>	8480	13.037	15.712	21.535	29.822	40.482	50.503
<b>Dépenses courantes de l'Éducation primaire (millions de Dobras)</b>	3.900	-	8.484	7.537	9.841	14.573	17.676
<b>pourcentage de l'Éducation Élémentaire dans la totalité du budget de l'Éducation</b>	46%	-	54%	35%	33%	36%	35%
<b>pourcentage de l'Éducation dans les dépenses courantes de l'État (hors dette)</b>	15.3%	14%	16%	16.3%	20.5%	26.7%	25.5%

<b>part en pourcentage de l'Éducation dans le PIB</b>	2.25%	2.36%	3.27%	3.97%	4.74%	5,39% (*)	6,43% (*)
---	-------	-------	-------	-------	-------	-----------	-----------

Source : Élaboration basée sur les données des Budgets Généraux de l'État période 2000-2006.

4.1.3 Pour ne pas dénaturer l'analyse de la série, les valeurs du budget correspondantes aux années 2005 et 2006 n' incluent pas les montants correspondants aux transferts pour financer les bourses d'études universitaires à l'étranger, qui, jusqu'en 2004, étaient intégrés au budget du Ministère du Travail (Cette valeur atteint 34 milliards de Dobras (US\$ 2,6 millions)).

4.1.4 Les délimitations de la politique éducative, contenues dans les deux documents, constituent un instrument d'orientation pour le développement des plans opératifs annuels du secteur, pour l'organisation des stratégies de gestion et pour établir une mobilisation de fonds commune pour que tous les districts du pays puissent bénéficier du droit à une éducation universelle et de la qualité.

## 4.2 Simulation et projection de nécessités financières

4.2.1 Les simulations des besoins financiers, basées sur les projections de l'élargissement des services éducatifs pour améliorer l'accès, la couverture et la qualité au niveau primaire, envisagent le « gap » de financement pour couvrir les nécessités de développement des actions durant les trois prochaines années. (Tableau 3)

**Tableau 3 : Résultat des Simulations. Scénario Tendancier**

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>PIB en millions Dollars</b>	<b>66.20</b>	<b>68.85</b>	<b>71.60</b>	<b>74.47</b>	<b>77.44</b>	<b>80.54</b>	<b>83.76</b>	<b>87.11</b>	<b>90.60</b>
Évolution projetée du Budget de l'Éducation en % du PIB	6.43%	6.49%	6.55%	6.61%	6.68%	6.74%	6.80%	6.87%	6.93%
<b>Ressources Totales Projetées en Millions de Dollars</b>	<b>4.26</b>	<b>4.47</b>	<b>4.69</b>	<b>4.92</b>	<b>5.17</b>	<b>5.43</b>	<b>5.70</b>	<b>5.98</b>	<b>6.28</b>
<b>Dépenses courantes projetées (M U\$)</b>	<b>4.22</b>	<b>4.72</b>	<b>5.27</b>	<b>5.89</b>	<b>6.60</b>	<b>7.40</b>	<b>8.30</b>	<b>9.32</b>	<b>10.49</b>
Dépenses Courantes Salariales de l'Enseignement Préscolaire en Millions de Dollars	0.11	0.14	0.18	0.23	0.29	0.37	0.47	0.60	0.77
Dépenses Courantes Salariales de l'Enseignement Primaire en millions de dollars	1.36	1.53	1.72	1.93	2.17	2.44	2.74	3.08	3.46
Dépenses Courantes Salariales de l'Enseignement Secondaire en millions de dollars	1.04	1.12	1.21	1.31	1.41	1.52	1.64	1.78	1.92
Dépenses Courantes Salariales de l'Enseignement Supérieur et de la Formation des Professeurs	0.48	0.54	0.60	0.68	0.76	0.85	0.95	1.07	1.20
Autres Dépenses Courantes non salariales	1.2	1.39	1.56	1.75	1.97	2.22	2.49	2.80	3.15

<b>Participation relative en %</b>	<b>100.00%</b>	<b>100.00%</b>	<b>100.00%</b>	<b>100.00%</b>	<b>100.00%</b>	<b>100.00%</b>	<b>100.00%</b>	<b>100.00%</b>	<b>100.00%</b>
Dépenses Courantes Salariales du Préscolaire en pourcentage des Dépenses Courantes totales Projetées pour l'Éducation	2.57%	2.94%	3.36%	3.83%	4.37%	4.98%	5.67%	6.45%	7.32%
Dépenses courantes Salariales de l'Enseignement primaire en pourcentage des Dépenses Courantes Totales Projetées pour l'Éducation	32.29%	32.49%	32.65%	32.79%	32.90%	32.97%	33.01%	33.00%	32.95%
Dépenses Courantes Salariales du Secondaire en pourcentage des Dépenses Courantes Totales Projetées pour l'Éducation	24.55%	23.74%	22.94%	22.15%	21.36%	20.58%	19.81%	19.04%	18.28%
Dépenses Courantes Salariales de l'Enseignement Supérieure en pourcentage des Dépenses Courantes Totales Projetées pour l'Éducation	11.36%	11.41%	11.45%	11.48%	11.50%	11.51%	11.50%	11.48%	11.44%
Autres Dépenses Courantes non salariales en pourcentage des Dépenses Courantes Totales Projetées pour l'Éducation	29.23%	29.42%	29.60%	29.75%	29.87%	29.96%	30.02%	30.04%	30.01%
<b>Dépenses Projetées de Capital (M u\$)</b>	<b>0</b>	<b>1.26</b>	<b>2</b>	<b>2.05</b>	<b>2.15</b>	<b>3.2</b>	<b>3.4</b>	<b>3.2</b>	<b>1.7</b>
Enseignement Préscolaire	0	0.16	0.2	0.25	0.25	0.3	0.3	0.3	0.3
Enseignement Primaire	0	0.3	0.3	0.3	0.4	0.4	0.5	0.2	0.2
Enseignement Secondaire	0	0.5	1	1	1	2	2	2	0.4
Enseignement Supérieur	0	0.3	0.5	0.5	0.5	0.5	0.6	0.7	0.8
<b>Total Dépenses Courantes plus dépenses de capital (en Millions d'U\$)</b>	<b>4.22</b>	<b>5.98</b>	<b>7.27</b>	<b>7.94</b>	<b>8.75</b>	<b>10.60</b>	<b>11.70</b>	<b>12.52</b>	<b>12.19</b>
<b>Besoins en financements</b>									
GAP de Financement des Dépenses Courantes Projetées concernant les ressources totales Projetées en Millions d'U\$	0.03	-0.25	-0.58	-0.97	-1.43	-1.97	-2.60	-3.34	-4.21
GAP de Financement des Dépenses Courantes Projetées concernant les ressources totales Projetées (%)	1%	-6%	-12%	-20%	-28%	-36%	-46%	-56%	-67%
GAP de Financement des Dépenses Totales Projetées concernant les ressources totales Projetées en millions d'U\$	0.03	-1.51	-2.58	-3.02	-3.58	-5.17	-6.00	-6.54	-5.91
GAP de Financement des Dépenses Totales Projetées concernant les ressources totales Projetées en millions de U\$ sur les dépenses totales (%)	0.8%	-33.7%	-55.0%	-61.4%	-69.1%	-95.2%	-105.4%	-109.3%	-94.1%

4.2.2 Le scénario utilisé pour projeter les ressources disponibles, comme visibles dans le Tableau 3, a été réalisé en l'application d'une hypothèse conservatrice de croissance de l'économie de 4% total annuel, qui correspond aux tendances observées pendant durant les 10 dernières années et avec les projections effectuées par le Ministère du Plan et des Finances.

- 4.2.3 À partir de l'année 2008, il y aura un déficit de financement de u\$ 250.000 pour financer les dépenses courantes projetées, concernant les ressources projetées, et de U\$ 1,51 millions pour les dépenses projetées de capital.
- 4.2.4 Pour les trois prochaines années, le déficit en fonction des ressources internes sera de u\$ 7 millions, dont U\$ 1,8 millions correspond aux dépenses courantes et U\$ 5,2 aux dépenses de capital
- 4.2.5 En 2015, le déficit atteindra les u\$ 4,1 millions si on prend seulement en compte les dépenses courantes concernant les ressources projetées et u\$ 5,91 millions pour les dépenses projetées de capital. En fonction de la croissance effective de l'économie et des appuis extérieurs sécurisés, une révision des objectifs pourra être envisagée de manière à contenir ce gap.
- 4.2.6 Les résultats des projections de dépenses courantes et du capital, prennent en compte une hypothèse d'extension des services éducatifs aux différents niveaux du système éducatif, ainsi que la prise en compte des actions visant à améliorer la qualité des apprentissages, comme l'acquisition et la distribution de textes et manuels pour élèves et enseignants, programmes de formation et capacitation des services et l'amélioration des conditions salariales du personnel de l'enseignement pour tous les niveaux d'éducation
- 4.2.7 Les hypothèses utilisées pour projeter les ressources qui permettent de financer la croissance de l'offre éducative du niveau préscolaire, prennent en compte une croissance des taux de scolarisation, qui passe d'un taux net de scolarisation pour la population de 5 et 6 ans de 41% en 2006 à un taux net de scolarisation de 85% en 2015, l'amélioration du taux d'élèves par groupe et par enseignant et une augmentation de 100% des salaires des enseignants de tous les niveaux (jusqu'à 2014).
- 4.2.8 Dans le cas du niveau primaire, la projection a pris en compte une amélioration de l'efficacité interne du système (baisse des échecs et des abandons). De ce fait, il est possible d'atteindre des taux nets de scolarisation proches des 100%, avec une croissance minimale d'élèves scolarisés, seulement comparable à la croissance végétative de la population. On constate une nette amélioration du salaire moyen annuel des enseignants pour ce niveau d'enseignement, qui en 2007 est de 2,69 fois le PIB/habitant et sera de 4,86 fois le PIB/habitant à la fin de la période observée.
- 4.2.9 Au niveau de l'enseignement secondaire, la simulation a observée une amélioration (baisse du nombre d'élèves par classe et par enseignant) ainsi qu'une croissance de 100% du taux brut de scolarisation, de 42% en 2007 à 84% durant l'année 2014. Le salaire moyen annuel des enseignants est 7,3 fois le PIB/habitant, par conséquent, les salaires de ce niveau d'enseignement n'ont pas été modifiés pour la simulation. Ce niveau d'enseignement est celui qui a un plus grand besoin de ressources, les

investissements sont donc plus conséquents. Durant les prochaines années, le MECJD devra disposer d'installations éducatives qui permettront, d'ici 2014, de scolariser 8000 nouveaux étudiants.

4.2.10 Finalement, les calculs par rapport à la formation des enseignants prennent en compte la mise en place des programmes de formation initiale, la qualification en exercice et la mise à niveau du personnel, conformément à ce qui est prévu dans les documents directeurs de la politique éducative nationale (Stratégie Nationale pour l'Éducation et la Formation et le Plan National d'Action de l'Éducation pour tous)

4.2.11 Le GAP de financement pour les trois prochaines années, correspondant à la mise en place des programmes considérés prioritaires, par le gouvernement ainsi que par la coopération internationale, pour atteindre les objectifs d'une éducation universelle et de qualité, est résumé dans le tableau ci-dessus.

Tableau 6 : Projection des besoins de financement des actions prioritaires

<b>En Millions de Dollars</b>	<b>Année 2008</b>	<b>Année 2009</b>	<b>Année 2010</b>	<b>TOTAL (Millions d'U\$)</b>
Enseignement Préscolaire	0.100	0.200	0.490	0.790
Formation d'Enseignants	0,100	0.350	0.500	0.950
Sujets Transversaux	0.150	0.200	0.200	0.550
Prix de Performance	0.150	0.250	0.500	0.900
Enseignement Spécial	0.125	0.155	0.120	0.400
<b>TOTAL :</b>	<b>0.625</b>	<b>1.155</b>	<b>1.810</b>	<b>3.590</b>

## **5. Le niveau d'appropriation des objectifs et les questions des capacités de gestion et de pilotage de la stratégie**

- 5.1 La participation des différents niveaux techniques du MECJD dans le processus de préparation, d'organisation des consultations avec les différents secteurs de la société et l'élaboration des documents qui guident les objectifs de politique éducative du pays, ainsi que la direction institutionnelle que le MECJD a dans ce processus d'amélioration de l'éducation du pays, se révèlent prometteurs pour garantir un processus productif de développement du plan de l'éducation dans le pays pour les trois prochaines années.
- 5.2 Bien qu'il soit vrai que les capacités institutionnelles du MECJD doivent être améliorées, facteur de préoccupation légitime, il existe un engagement politique solide pour promouvoir des actions pour améliorer la capacité institutionnelle du MECJD, par la formation de professionnels, par l'association de technologies de l'information et de modernisation de processus.
- 5.3 Le MECJD est en train de réviser ses structures organiques, de définir ses missions et ses fonctions, de qualifier son personnel technique dans l'utilisation de nouveaux instruments informatiques pour la gestion budgétaire, dans l'élaboration d'un Système d'Informations de Gestion Éducative et dans l'élaboration de la « Carta Escolar » pour tous les niveaux d'enseignement.

## **6. Mécanismes de suivi et d'évaluation des actions**

- 6.1 MECJD dispose à l'heure actuelle d'un secteur de Statistiques Éducatives qui a démontré une grande capacité de production d'informations pour soutenir aussi bien le processus de formulation que celui d'évaluation des actions qui sont mises en place. Néanmoins, il faut continuer à développer des actions de qualification du personnel et développer les technologies de l'information.
- 6.2 Les deux documents directeurs de la politique éducative nationale, disposent d'une matrice logique qui établit pour chaque activité, une identification appropriée de la base des indicateurs qui permettent d'effectuer un suivi et une évaluation de l'exécution des actions qui sont implémentées.

## C. Conclusion :

La composante Enseignement Primaire et un plan bien structuré ont été capables de dépasser avec succès, les changements pour un enseignement primaire obligatoire de 4 ans à 6ans. Les plans éducatifs ont été élaborés avec l'aide de spécialistes externes, avec la participation active des principaux acteurs de l'éducation des différents secteurs de la société civile.

Le PNA-EPT et la Stratégie Nationale pour la Formation et l'Éducation ont été conçus, par rapport aux engagements et aux besoins financiers du pays pour accomplir les objectifs de réduction de la pauvreté, du cadre d'action de Dakar et des objectifs du millénaire pour l'Éducation.

D'autre part, la récente approbation des Grandes Options du Plan du Gouvernement (GOP), marque le départ officiel, de manière rigoureuse pour le secteur éducatif, des actions que le gouvernement s'engage à exécuter durant les trois prochaines années à fin d'atteindre les objectifs de scolarisation primaire universelle.

Dans ce sens, l'engagement d'accompagnement, d'aides financières et d'assistance technique que la coopération internationale a promis de mettre à la disposition du pays pour l'accomplissement de GOP (Grandes Options de Politique) dans le secteur éducatif pour les trois prochaines années, constituent un indicateur de succès de l'accomplissement du Plan.

**Tableau 1 (pour l' étape 1) :**  
**Catalogue des principaux documents pour l' évaluation technique**

Document	Date du projet/Données année de référence	Auteur/partenaire	Taille du document
Plan sectoriel de l' éducation			
PNA-EPT	2007-2016	GOV-UNESCO	132pgs
Orientations stratégiques sur 10 ans pour l' ensemble du secteur	200-2015	GOV-BM	120pgs
Plan d'action pour la mise en œuvre sur 3 ans	Dans élaboration	GOV-PNUD	
Modèle de simulation des coûts et financement de l'éducation	EPSSimV2	UNESCO	5.200 Mgb
Liste des analyses pertinentes du secteur de l' éducation			
a) Programme du Gouvernement	2006-2009		
b) PAP (Programme d'Actions Prioritaires du Pays)	2006-2008		
c) GOP (Grandes Options du Plan)	2007-2010		
d) PASS (Projet d'Aide au Secteur Social)	2004-2009	Gov et BM	

et) Plan Stratégique National de Lutte Contre le VIH/SIDA ;	2004-2008	GOV-PNUD	
f) Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté	2004		
g) Rapport sur le profil de la pauvreté à STP	Mai 2001	RDSTP; BIT; PNUD	
h) Projet d'Aide au Développement de ressources Humaines	2006-2009	Gov et BAD	40 p
i) Projet de Cantine scolaire.		Gov et PAM	
j) Indicateurs de l'Éducation	2004/2005 et 2005/2006	MECJD-PASS	
j) III Recensement Général de la Population (2001)	2003	GOV-INE	220 p
k) Budget Général de l'État	1995 jusqu'à 2006	Direction de Finances	440 pgs c/u

**Tableau 2A (pour l' étape 2) :**  
**Quelques indicateurs démographiques et d'éducation tirés des documents de l' évaluation**

Domaine/Indicateur	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006
<b>Quelques caractéristiques de la population</b>				
nombre totale	<b>143 186</b>	<b>146 056</b>	<b>148 968</b>	<b>152692</b>
% population en dessous du seuil de pauvreté	<b>53.8%</b>	<b>53.8%</b>	<b>53.8%</b>	<b>53.8%</b>
Taux de prévalence du VIH chez les adultes	<b>1%</b>	-	<b>1.5%</b>	<b>1.5%</b>
% orphelins chez les enfants de 7 à 14 ans	<b>4%</b>	-	-	-
<b>Taux brut de scolarisation (%)</b>				
Enseignement primaire (1-6)	148.8	134	134.2	135
Enseignement secondaire 7 <sup>ème</sup> à la 11 <sup>ème</sup>			42.5	44.4
Enseignement supérieur dans le pays			5.0	5.1
<b>Scolarisation dans l' enseignement primaire et flux d'élèves</b>				
Nombre total d'élèves	22 491	23 178	30 114	31 043
% dans les écoles ayant un financement et une gestion privés	n/a	n/a	n/a	n/a
Taux net de scolarisation	78.1	80	81.8	83.1
Taux net de scolarisation chez les plus pauvres	n/a	n/a	n/a	n/a
Taux d'accès en 1 <sup>ère</sup> année (brut)	118.7	123	126.5	104
Mesure transversale				
Mesure de formation				
Taux d'achèvement de l'enseignement primaire (%) (1 <sup>ère</sup> à la 6 <sup>ème</sup> )	42.2	43	47	47.2
Mesure transversale				
Mesure de formation				
% Redoublements des inscrits	24	22.9	22.9	23.2
% Filles par rapport au inscrits/% de réussite chez les filles	48.0	48.6	48.6	48.8
<b>Résultats d'apprentissage des élèves du primaire</b>				
Note nationale moyenne sur la base de l'évaluation internationale des élèves	n/a	n/a	n/a	n/a
% des réponses correctes aux tests nationaux normalisés	n/a	n/a	n/a	n/a

**Tableau 2A (suite)**

Domaine/Indicateur	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006
<b>Indicateurs de prestations de services dans les écoles primaires publiques</b>				
Années par cycle	4	4	6	6
Rapport élèves enseignant (global)	31	30	32	32
Dans les écoles rurales		n/d	37	37
Rapport élèves classe (global) (élèves groupe pédagogique)		33	34	34
Dans les écoles rurales			39	41
Rapport élèves manuel scolaire (livres de mathématiques et de langue)		1/2	1/2	1/2
Nombre d'enseignants (total/femmes)	722/435	745/452	943/561	955/592
% Fonctionnaires du total (total/femmes)	n/d	n/d	n/d	n/d
Salaire annuel moyen par enseignant (y compris vacataires) en % du PIB par habitant	n/a	180%	202%	234%
Fonctionnaires				
Enseignants non fonctionnaires				
Heures de cours et charge d'enseignement				
Heures de cours annuelles par élève	720	720	720	720
Moyennes heures de cours par élève par semaine	15.75	15.75	15.75	15.7
Moyenne Charge d'enseignement des enseignants par semaine (heures)	20	20	20	20
<b>Dépenses publiques de l' éducation</b>				
Dépenses publiques de l'éducation en pourcentage des dépenses publiques totales	14.3	14.73	21.39,	22.75
Dépenses courantes de l'éducation (tous niveaux) en pourcentage du PIB	3.97	4.74	5.39	6.43
Part de l'enseignement primaire dans le total des dépenses courantes de l'éducation	35%	33%	36%	35%
Part des dépenses courantes dans l'enseignement primaire autres que le salaire des enseignants (%)	10.3%	8.7%	9 %	10.9%
Part des dépenses reçues par les plus pauvres	n/a	n/a	n/a	n/a
Coût récurrent moyen par élève (% du PIB/capita)				
Enseignement primaire	6.38%	5.54%	7.71%	8.97%
Enseignement secondaire				10.76%
Enseignement supérieur				423%

**Tableau 3 (pour l' étape 3) :**  
**Quelques résultats de simulation des coûts et financements pour l' évaluation des orientations stratégiques**

Indicateur	Valeur du cadre indicatif Fast Track	Année de référence 2005-06	Objectifs/résultats en 2015 selon les différents scénarios
<b>a. Indicateurs de flux d'élèves</b>			
% du groupe d'âge entrant en première année de primaire <sup>(a)</sup> (Total/Filles)	100	89%/50.7%	100%/50%
% du groupe d'âge achevant la dernière classe du cycle primaire <sup>(b)</sup> (Total/Filles)	100	86.3%/51%	98%/50%
% de redoublements chez les élèves du primaire (Total/Filles)	10 ou moins	23.7%/47.5%	7%/50%
Inscriptions dans l'enseignement post-primaire NB d'élèves du secondaire (Total/Filles)		8012/4123	18000/9000
NB d'étudiants de l'enseignement supérieur (Total/Filles)		900/420	4500/2250
Taux brut d'inscription dans le secondaire (Total/Filles)		56.4%/51.7%	80%/50%
<b>b. Indicateurs de fourniture de services dans les écoles primaires financées sur fonds publics</b>			
Ratio élèves – enseignant <sup>(c)</sup>	40:1	32	35
Salaire moyen annuel par enseignant <sup>(d)</sup>			
Enseignants en poste		US\$ 1.153, 62	US\$ 1.800, 00
Nouveaux enseignants		US\$ 1.050, 00	US\$ 1400.00
Moyenne pondérée des enseignants en poste et des nouveaux enseignants	3.5	1.2 : 1	3.5 : 1
Dépenses pour des intrants scolaires autres que les enseignants en % des dépenses récurrentes totales dans l'enseignement primaire <sup>(e)</sup>	33	10.9%	33%
Heures d'instruction par an pour les élèves <sup>(f)</sup>	850 -1000	720	900
% d'élèves inscrits dans des écoles primaires financées par des fonds privés	10 ou moins	1.33%	6%
Coût pour construire, meubler et équiper une salle de classe du primaire (USD)	8 000 <sup>(i)</sup>	US\$ 20.850	US\$ 20.000
<b>c. Coûts supplémentaires de la réponse au VIH/SIDA</b>			
Prévention (éducation basée sur les aptitudes de la vie quotidienne, etc.)		N/A	n/a
Enseignants (remplacement, substitution, code de conduite, etc.)		n/a	n/a
Enfants affectés par le SIDA		n/a	n/a
<b>d. Coûts récurrents effectifs/projetés (en % du PIB)</b>			
Enseignement primaire		2.34%	3%
Post-primaire		2.05%	2.45%
Total		6.34%	7.50%
Part de l'enseignement primaire dans le total des dépenses <sup>(g)</sup>	42-64	37%	45%
<b>e. Coûts en capital projetés de la construction des salles de classe</b>			
	2008	2009	2010

Coûts des services d'eau et d'assainissement	U\$ 70.000	U\$ 60.000	U\$ 50.000	
Coût global en USD	U\$ 260.000	U\$ 240.000	U\$ 230.000	
	Valeur du cadre indicatif Fast Track	2008	2009	2010
<b>f. Mobilisation des ressources intérieures effectives/projetées</b>				
Recettes publiques générées dans le pays en % du PIB	14-18	23%	25%	27%
Ressources publiques récurrentes pour l'éducation				
En % des recettes générées dans le pays <sup>(h)</sup>	20	27.8%	25.6%	24.4%
En % du PIB	2.8-3.6	6.4%	5.1%	4.7
<b>g. Insuffisance des ressources récurrentes intérieures</b>				
Pour l'enseignement primaire et préscolaire		- U\$ 180.000	- U\$ 230.000	U\$300.000
Pour l'enseignement post-primaire et formation des enseignants		- U\$ 280.000	- U\$ 250.000	U\$ 320.00
% du déficit de financement correspondant aux salaires des enseignants du primaire		55%	58%	60%

a/ Défini en pourcentage comme les non redoublants en première année de la tranche de la population ayant l'âge officiel d'entrée en première année du primaire.

b/ Si les données sur les élèves achevant le cycle ne sont pas disponibles, utiliser le nombre de non-redoublants en dernière année de primaire, en pourcentage, de la tranche de la population ayant l'âge officiel de fin du primaire.

c/ Ce dénominateur inclut seulement les enseignants ayant des tâches d'enseignement ; les écoles financées par des fonds publics font référence à celles dont les enseignants sont entièrement payés par l'État, directement ou indirectement.

d/ Fait référence à la rémunération des enseignants en milieu de carrière ; la rémunération comprend les salaires et les prestations assorties d'une valeur en numéraire (telles que les retraites, les services de santé, les transports, les logements et d'autres postes payés par l'état).

e/ Les dépenses portant sur des postes autres que la rémunération des enseignants comprennent : i) la rémunération du personnel non enseignant dans les écoles, ainsi que du personnel au niveau du district, ou au niveau régional ou central ; ii) les dépenses affectées au matériel pédagogique, à la maintenance et à d'autres dépenses courantes ; iii) la formation continue des enseignants ; iv) les dépenses courantes de l'évaluation et des examens des élèves ; et v) les subventions accordées aux élèves, repas scolaires et autres services faisant partie du financement axé sur la demande.

f/ Indiquer le niveau moyen et non maximum.

g/ Comprend les dépenses par le biais des ministères qui fournissent des services de scolarité primaire et secondaire, d'enseignement professionnel/technique et d'enseignement supérieur ; la valeur « indicative » cible pour 2015 devra être étalonnée en fonction de la longueur du cycle primaire, à savoir 42 % pour 5 ans, 50 % pour 6 ans, 58 % pour 7 ans, et 64 % pour 8 ans.

h/ Les dépenses discrétionnaires sont définies comme les dépenses publiques toutes sources confondues, moins le service de la dette (paiement des intérêts uniquement).

i/. 8 000 dollars a été la valeur moyenne utilisée dans les simulations de la Banque mondiale pour chiffrer le coût de l'ODM pour l'éducation.

**Tableau 4A (pour l' étape 4) :**  
**Quelques cibles quantitatives du plan d'action sur 3 à 5 ans**

	Année de référence 2005-2006	Projections			
		2008	2009	2010	Cumulé 2008-2010
Nombre d'élèves dans les écoles publiques					
Préscolaire	3586	4000	4500	5000	21.000
Primaire (total/filles) 1 <sup>ère</sup> à la 6 <sup>ème</sup> classe	30698/14980	31004/15195	29544/14726	28066/14033	88614/43954
Secondaire (total/filles)	8012/4123	8653/4413	9086/4634	9540/4810	27297/13857
Nombre de nouveaux enseignants dans les écoles publiques					
Préscolaire	144	160	180	200	540
Primaire (total/femmes) 1 <sup>ère</sup> à la 6 <sup>ème</sup> classe	955/592	968/575	985/570	935/510	2888/1655
Secondaire (total/femmes) 7 <sup>ème</sup> à la 11 <sup>ème</sup> classe	287/155	309/170	324/179	340/204	973/553
Nombre de manuels devant être achetés et distribués					
Kits scolaires pour le préscolaire	-	1.500	2.000	2.500	6.000
Classes du primaire 1 <sup>ère</sup> à la 6 <sup>ème</sup> classe	11.500	12.000	12.000	12.000	36.000
Classes du secondaire	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Nombre de nouvelles salles de classe devant être construites					
Écoles préscolaire	12	16	20	20	60
Écoles primaires	12	7	0	0	7
Écoles secondaires	20	20	20	20	60
Budget récurrent global					
Enseignement primaire et préscolaire	U\$ 1.371.000	U\$ 1.588.192	U\$1.677.200	U\$ 1553.300	U\$ 4.818.492
Enseignement secondaire	U\$ 986.932	U\$1 038 360	U\$1.181.180	U\$1.335.600	U\$ 3.555.140
Enseignement supérieur et formation des enseignants	U\$ 646.000	U\$ 920.000	U\$1.320.000	U\$ 1.550.000	U\$ 3.790.000
Autres					
Budget global pour les investissements en capital					
Enseignement préscolaire		U\$ 400.000	U\$ 400.000	U\$ 400.000	U\$ 1.200.000
Enseignement primaire et secondaire		U\$ 540.000	U\$ 450.000	U\$ 450.000	U\$ 1.440.000
Enseignement supérieur		U\$ 250.000	U\$ 600.000	U\$ 600.000	U\$ 1.450.000

**Tableau 4B (pour l'étape 4) :**

**Performance et paiement des projets/programmes de l'enseignement primaire par financements externes**

Projet financé sur une base multilatérale bilatérale <sup>a</sup>	Performance <sup>b</sup>		Engagement (USD)	Paiement (USD)		
	Objectifs de développement	Progrès dans l'exécution		2003	2004	2005
Projet d'Aide au secteur social-BM	Universaliser la scolarité élémentaire et améliorer la qualité	35%  (États membres exécution)	937.008, 00	-	55.511, 30	272.019, 60
BM	Fournir aux écoles l'eau potable		150.000, 00	-	150.000, 00	
UNICEF	Contribuer à l'amélioration continue de la scolarité élémentaire et à la protection de la 1 <sup>ère</sup> enfance	100%	397.490, 00	134.120, 97	127.539, 09	135.830, 95
PAM	Soutenir les enfants défavorisés avec un repas chaud	80%	1.586.760, 00	507.350, 00	511.170	568.240
FED UE	Réhabiliter 2 salles de cours  Former des cadres pour le préscolaire	100%  (exécuté)	242.200, 00	242.200, 00	-	-
UNESCO	Mise en place d'un programme de formation des enseignants de la zone Sud	100%  (exécuté)	50.000, 00	-	30.000, 00	20.000, 00
TAIWAN	Élargir l'accès et l'amélioration des infrastructures scolaires	100%  (exécuté)	588.456, 00	360.000, 00	177.462, 00	50.994, 00
BRÉSIL	Garantir la permanence des élèves dans les écoles, combattre l'échec scolaire  appui à la formation	100% réalisation bourses dans les écoles nationales et Formation professionnelle	288.022, 00	26.400, 00	34.910, 00	226.712, 00
HIPIC	Renforcer la capacité institutionnelle					

	Construire et équiper les écoles				
<b>Total</b>	<b>86% d'exécution</b>	<b>4.239.936, 00</b>	<b>1.270.070, 97</b>	<b>1.086.592, 39</b>	<b>1.273.796, 55</b>

b indiquer si la performance du projet est satisfaisante ou non concernant leurs objectifs de développement (OD) et progrès dans son exécution (PE).  
Comprend les fonds de la Commission nationale du sida pour l'éducation

**Tableau 4C (pour l' étape 4) :**  
**Contraintes en termes de capacité et plans pour y remédier**

Domaine	Noter la nature des contraintes en termes de capacité, le cas échéant	Décrire le plan proposé pour renforcer les capacités
<i>Recrutement, soutien et développement des enseignants</i>		
Formation initiale (total/femmes)	La formation initiale a été suspendue en 1993. Il y avait pour l'année scolaire 2004-2005, 683 enseignants seulement 274 = 40% étaient formés. Taux de femmes 61,2%	- Définition d'un nouveau profil de l'enseignant - Redynamisation /reconversion de Profs. Pour nouveau curriculum vitae -
Formation continue (total/femmes)	La formation continue est réalisée dans le contexte de la préparation méthodologique réalisée bimensuellement et pour professeur sans formation est fait sur la modalité de formation à distance + système tuteur	Conception expérimentation, application et évaluation d'un programme de développement professionnel permanent - formation de formateurs - recrutement de tuteurs par concours - Évaluation externe et adaptations
Recrutement (total/femmes) Évaluation des enseignants	L'inexistence de la carrière enseignante amène le système à ne pas adopter tout type d'évaluation aux enseignants	Introduction du système d'évaluation de performance d'enseignants en visant la progression dans la carrière enseignante
Inspection des écoles	Service d'aide et inspection réduite faute de personnel spécialisé	Séminaires Définition d'un nouveau profil et recrutement d'inspecteurs par concours Formation de nouveaux inspecteurs Décentralisation des services Manuel de procédures Planification de visites et aide systématisée aux écoles
Gestion de l' impact du VIH/SIDA sur le corps enseignant	n'existe pas	
<i>Évaluation des élèves et définition du programme scolaire</i>		
Tests normalisés	n'existe pas	Adoption et application d'essais

<p>Banques de tests pour les tests de diagnostic Élaboration du programme scolaire (y compris intégration des aspects liés au VIH/SIDA et à l'égalité entre les sexes)</p>	<p>n'existe pas</p> <p>Intégration dans le curriculum vitae scolaire de sujets transversaux VIH/SIDA ; équité et type, santé reproductive</p>	<p>standardisés pour l'évaluation des apprentissages (MLA)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Curriculum vitae intégré</li> <li>- Formation d'enseignants</li> <li>- adaptation infrastructures (WC distincts)</li> </ul> <p>Programmes de discrimination positive pour les jeunes filles Programmes de l'IEC sur la problématique du HIV-SIDA</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Enquêtes et études pour l'amélioration de la connaissance sur la problématique du VIH sida</li> </ul>
<p><i>Données pour une meilleure gestion</i></p> <p>Système d'information pour la gestion de l'éducation</p> <p>Suivi des dépenses</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Systématisation dans la collecte et traitement de données.</li> <li>- Renforcement de la capacité institutionnelle du secteur statistique.</li> <li>- Formation des directeurs</li> </ul> <p>Système centralisé dans le Ministère du Plan et des Finances</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement de la capacité institutionnelle des statistiques</li> <li>- Systématisation dans la collecte, dans le traitement, l'analyse et la divulgation des données</li> <li>- Création de bases de données</li> </ul> <p>Étude sur les dépenses publiques - BM</p>
<p><i>Systèmes de passation des marchés/des contrats</i></p> <p>Distribution du matériel d'instruction Construction des écoles</p>	<p>Concours publiques /Demande de cotation de marché</p> <p>Concours publiques nationaux et internationaux (DAO)</p>	
<p><i>Promotion de la scolarité auprès des populations cibles</i></p> <p>Cartographie scolaire pour améliorer l'accès aux écoles Conception des écoles (y compris eau et assainissement) Conception d'interventions de financement axées sur la demande (y compris les enfants orphelins du VIH/SIDA et autres causes)</p>	<p>Une étude générale a été élaborée sur les orphelins et les enfants en situation de risque</p>	<p>A élaborer dans le cadre du PASS-BM A élaborer dans le cadre du PASS-BM Élaboration d'un plan opérationnel basé sur des mesures stratégiques des propositions pour l'étude réalisée</p>
<p><i>Administration et gestion</i></p>		
<p>Budgétisation et gestion financière au niveau national</p>		
<p>Administration publique au niveau infranational</p>	<p>En cours de réforme administrative de l'appareil de l'État</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réorganisation de l'Appareil de l'État ;</li> <li>- Réorganisation, modernisation de</li> </ul>

		l'Administration Publique ; - Révision de la Division Politico Administrative;
<i>Cadre juridique/institutionnel</i>		
Promulgation de lois pour faciliter la mise en œuvre de l'Initiative <i>Fast Track</i>	A élaborer	
Élimination des obstacles juridiques pour l'enseignement primaire	- Décision ministérielle n°18/2002 pour l'Élimination des taux bas d'inscrits Décision ministérielle n°10/2004 pour inscription automatique	Modification de la Loi de base et du système d'évaluation des apprentissages aux nouveaux défis - réglementation de l'âge d'admission en 1 <sup>ère</sup> classe - exemption des taux d'utilisation des livres scolaires - Approvisionnement gratuit d'uniformes à des groupes vulnérables
<i>Capacité au niveau des écoles</i> Directeurs d'école  Associations parents-enseignants	Les directeurs ne possèdent pas de formation en gestion et en administration et sont désignés par le directeur de l'enseignement  Incitation à la création d'association de parents pour la gestion des cantines scolaires avec l'aide du PAM. Élaboration d'un plan pour soutenir les écoles dans la création d'associations avec l'aide de l'ONG et le financement du PASS	- Plan de formation Adoption d'un modèle de gestion participative et collégiale Élection démocratique des agences de gestion d'écoles Mise en place de NOM n°1 - Participation

**Tableau 5 (pour l'étape 5) :  
Consultation des parties prenantes**

parties prenantes	date (s) des dernières consultations ou prévues	Formation/durée des consultations	Commentaires sur la qualité des consultations et des questions soulevées
<b>État</b>			
Pouvoir législatif	18-11-2002	Atelier national durée 1 jour	Un vrai engagement des organes décideurs - Mettre l'accent sur l'objectif 1 de l'EPT et le besoin de chiffrer les actions
Ministère des Finances			analyse du document final de Stratégie d'Éducation
Autres ministères	14-5-07	Conseil de Ministres	Le cm a recommandé de procéder à la rectification et au remplissage des tableaux Soumettre l'appréciation de l'Assemblée Nationale
Administration régionale	Septembre 2002	Atelier régional	Participation active de tous les acteurs intervenants dans les districts
Administrations locales	Lembá - 25-9-002 Lobata - 27-9-02 Agua Grande - 31-9-02 Caue 2-10-02 Cantagalo 3-10-02	Atelier des districts divisés en groupes thématiques	Nécessité d'adapter le plan d'action aux spécificités et nécessités des régions moins défavorisées
<b>Société civile</b>			
Groupes civiques et/ou autochtones	18-11-02	Atelier de Validation	Syndicat des éducateurs et des enseignants
ONG (y compris le réseau Éducation des jeunes filles et sida)	18-11-02	Atelier de Validation	FONG, STP-UP, Amis de Sara
<b>Parties prenantes</b>			
Chefs d'établissement		Ateliers des districts	
Enseignants		Ateliers des district	
Administrateurs Inspecteurs		Ateliers des districts et nationaux	
Parents/Élèves/Communauté locale		Ateliers des districts	
<b>Agences bilatérales (énumérer toutes celles qui participent)</b>	18-11-02	Atelier de Validation	FRANCE, PORTUGAL, BRESIL, TAIWAN
<b>Agences multilatérales</b>	18-11-02	Atelier de Validation	PNUD, FNUAP, UNICEF, PAM, OMS, UNESCO
<b>ONG internationales</b>	18-11-02	Atelier de Validation	ADRA, ALISEI

**Tableau 6 (pour l' étape 6) :**  
**Récapitulatif de l' évaluation technique**

Domaine d'évaluation	Commentaires synthétiques	remarque
<p><b>1. Base de connaissances étayant le plan sectoriel</b></p> <p>Quelle en est la qualité, à en juger par la documentation disponible ?</p> <p>Quelles sont les lacunes critiques qui subsistent dans les données et l' analyse ?</p>	<p>La production d'informations statistiques et d'indicateurs du MECJD est de bonne qualité et permet de disposer d'informations nécessaires pour effectuer l'évaluation et le suivi des actions du plan.</p> <p>Le principal problème se trouve dans la production d'informations des recensements de la population. Les projections ne sont pas bonnes et commettent des inconsistances dans l'analyse de quelques indicateurs</p>	<p>4</p> <p>2</p>
<p><b>2. Contenu du plan sectoriel en termes d'orientations stratégiques à long terme</b></p> <p>Dans quelle mesure est-ce viable sur le plan budgétaire ?</p> <p>Les engagements pris en termes de couverture et de fourniture de services sont-ils bien fondés ?</p>	<p>ce n'est pas viable sans aide et assistance financière externe</p> <p>Dans certains cas, le manque de capacité interne, s'ajoute avec les problèmes de la coopération</p>	<p>1</p> <p>2</p>
<p><b>3. Contenu du plan d'action à court terme</b></p> <p>Les affectations budgétaires dans le cadre de dépenses à moyen terme sont-elles conformes aux ambitions du plan ?</p> <p>Dans quelle mesure les plans d'expansion sont-ils réalisables ?</p> <p>Dans quelle mesure le plan est-il prêt à être exécuté ?</p> <p>Les contraintes en termes de capacité les plus importants seront-elles bien résolues ?</p>	<p>pas suffisants</p> <p>Seulement avec l'appui technique et financier externe</p> <p>Le plan se trouve déjà en exécution</p> <p>Les principaux problèmes de faiblesses institutionnelles sont abordés à travers différentes interventions de renforcement institutionnel</p>	<p>2</p> <p>2</p> <p>4</p> <p>3</p>
<p><b>4. Consultation avec les parties prenantes</b></p> <p>Dans quelle mesure le plan a-t-il été avalisé par d'autres parties</p>	<p>La relation et l'engagement du</p>	<p>4</p>

du gouvernement, plus particulièrement par le ministère des Finances ?	ministre de finances sont absolus	
Dans quelle mesure le plan est-il jugé acceptable par les parties prenantes clés du système éducatif ?	Il existe un fort engagement des différents secteurs du système sur la qualité et la viabilité du plan	4
Dans quelle mesure le plan est-il jugé acceptable par les membres de la société civile ?	Le plan est bien compris et accepté	4
Dans quelle mesure le plan a-t-il reçu l'appui de la communauté des bailleurs de fonds ?	Les membres de la coopération internationale connaissent en détail le plan et ont manifesté un engagement total dans son accomplissement	4
<b>Évaluation globale</b>	<b>MOYEN</b>	<b>3</b>

a Le fait d'utiliser un système de notation (qui pourra par exemple aller de 1 - très médiocre - à 4 - excellent) a l'avantage de regrouper un volume important d'informations dans un chiffre unique. Ces notes ont certes pour effet de faciliter l'évaluation de l'évolution du pays, mais elles ne doivent en aucun cas être utilisées mécaniquement.